

Les femmes sauvées par le club

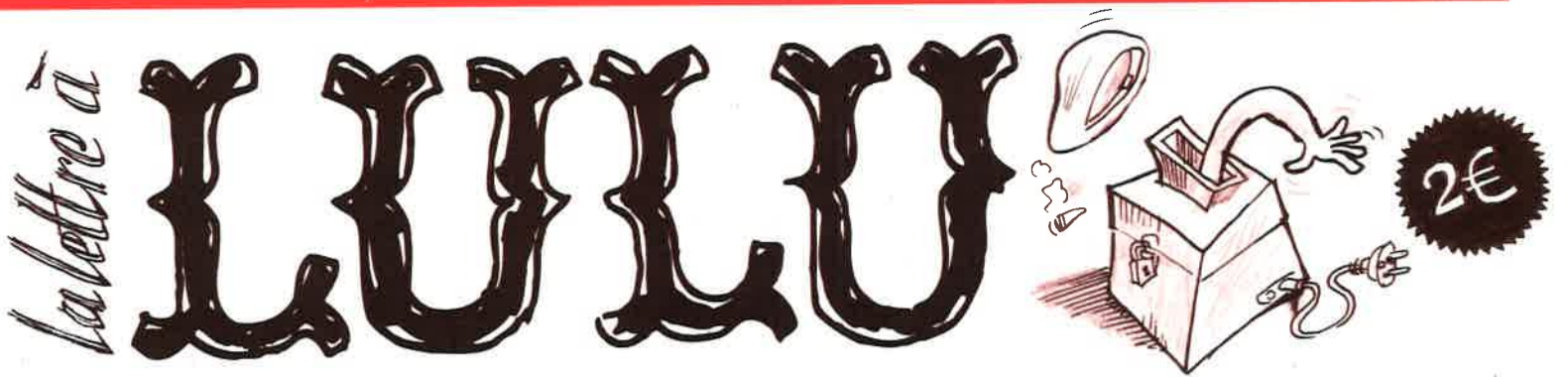
P. 8

Kervégan

Roulée dans la farine Comme un jour sans pain

Après la boulangerie forcée, on ne lui fournit pas de formation.

La boulangerie ne rend pas extralucide. Murielle n'a donc pas pu prévoir que son premier employeur allait sombrer en liquidation judiciaire. Ni que le second, une autre boulangerie, allait la licencier d'un CNE (ce mirifique Contrat nouvelle embauche) qu'on ne lui a d'ailleurs jamais fait signer. Dégoûtée de la boulangerie, sortie du pétrin, elle veut devenir secrétaire médicale, dans la lignée de son bac SMS (pas le pianotage des messages de portable, mais bien le bac série sciences médico-sociales). Virée en octobre, elle trouve une formation qui débute aussitôt de « secrétaire assistante spécialisé médico-social » auprès de l'IFOM, un institut nantais privé de formation aux carrières paramédicales. Pour 36 semaines, dont dix de stage, le coût est de 2360 euros. Pas vraiment une bouchée de pain. « Pas de problème, vous pouvez commencer, on va trouver le financement », dit le directeur du centre de formation. Toute contente, Murielle doit commencer le lundi qui suit. Un rendez-vous aux Assedic confirme que l'ANPE va trouver comment financer. Mais à l'ANPE, Murielle se fait incendier : il n'y a pas de travail dans ce domaine-là, et comme elle n'a pas sur elle le devis de cette formation, elle se fait traiter de « menteuse ». De toute façon, elle a été trop rapide : il fallait monter le dossier six à huit semaines avant ! Mais à cette date, elle ne pouvait pas se douter qu'elle allait se faire jeter de la boulangerie. Aussi absurde, on lui préconise une autre formation, conventionnée mais qui ne prépare pas à un diplôme, et qui a surtout déjà démarré depuis plus d'un mois. Autres conseils : retourner dans la boulangerie, ou essayer la restauration. « Mais j'ai un bac médico-social ! Et j'étais persuadée qu'avec une rupture de CNE, on allait m'accorder des aides », dit Murielle qui a changé de conseiller ANPE : le nouveau lui annonce qu'il existe bien un financement, mais que c'est trop tard. Murielle et sa mère frappent à toutes les portes, à la direction de la formation professionnelle de la région, qui renvoie à la mission locale pour l'emploi, puisque Murielle a moins de 26 ans. Là, elle apprend qu'elle aurait dû monter son dossier avant le 15 août, en devinant entre deux baguettes que son patron de la boulange allait la jeter. La boîte de formation qui avait garanti un financement facile, propose juste de lui faire payer sur six mois, voire sur onze mois. Sans autre formation de procès.



« La boucle est bouclée mais elle est fragile »* Irrégulomadaire satirique N°55, décembre 2006

*Jean-Marc Ayrault, le 7 décembre 2006

SAVOTAGE !

FRAUDE-QUI-PEUT

Livrées à Orvault, Couëron et bientôt Carquefou, les machines à frauder les élections ne sont pas fiables. Officiellement dénommées « machines à voter », ces boîtes à scrutin électronique pourraient donner des résultats exacts. Mais ce n'est pas sûr, assurent des chercheurs en sécurité informatique. Le maire de Couëron n'est pas sûr, lui, que ce ne soit pas si sûr.

Suite p.2



Suffrage ô desespoir

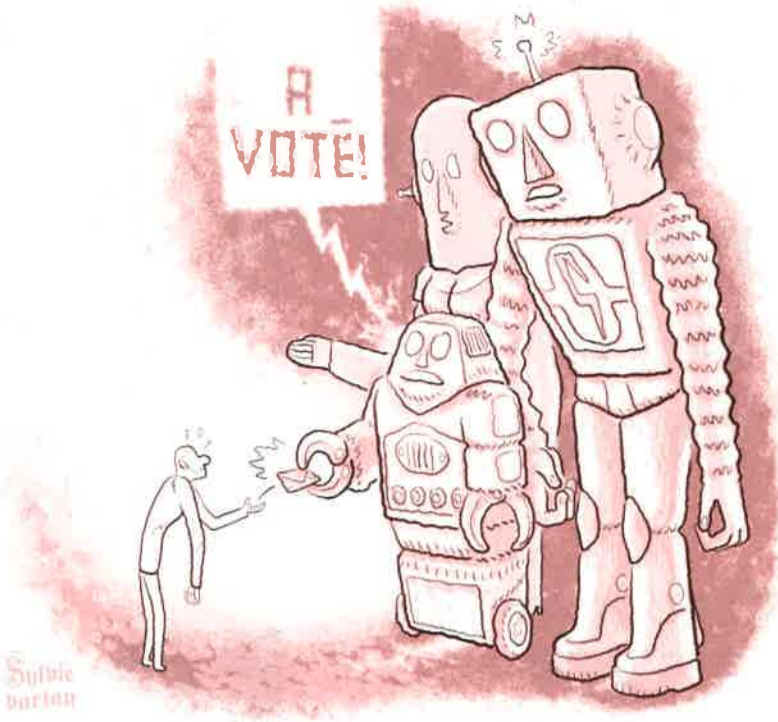
Machine truque chouette

Fraude-qui-peut. Encore quelques mois pour apprendre à gruger les résultats électoraux. Tout à la machine.

A voté ! Sans papier. En tous cas sans bulletin. Un écran, la liste des candidats, un bouton, une validation, et vote mon pote ! La commune de Couëron fait dans le moderne : elle vient d'acheter seize belles machines à vote électronique. Orvult a déjà les siennes, qui ont servi aux dernières cantonales. Carquefou en achète aussi. C'est tendance. Selon Chantal Enguehard, enseignante chercheuse en informatique au CNRS à Nantes, le système, pas fiable, est pourtant à déconseiller fortement. Quoique agréées par l'Etat, mais selon un

« cahier des charges nettement insuffisant », les quatre modèles disponibles sur le marché sont jugés « peu sûrs, vulnérables, faciles à frauder de manière indétectable et à grande échelle » et donc carrément « incompatibles avec la démocratie » par l'universitaire. L'agrément officiel ne valide que le modèle, pas chaque exemplaire de machine en particulier, et les tests n'offrent pas de garantie : « Il est excessivement facile d'introduire une fraude qui se déclenche à des moments précis (par exemple entre 9 h et 16 h le jour

du vote) et reste invisible le reste du temps », développe Chantal Enguehard sur son site internet**. D'autant que ces machines « peuvent être piratées en deux minutes, montage et démontage compris ». Des risques confirmés par une commission officielle irlandaise reconnaissant que ces machines ne sont pas recommandables. Les machines sont dotées de fonctions d'auto contrôle, mais ça ne permet pas de déceler les interventions malveillantes, les bugs, les erreurs du logiciel. Les 7500 postes de vote électronique flambant neufs acquis par le gouvernement irlandais sont donc restés dans les placards en 2004. Mais l'année précédente, aux Etats-Unis, une de ces machines mirifiques, qui n'avait même pas un brevet corse, a enregistré plus de votes que d'électeurs. Pour vanter les mérites de leurs matériels, les fabricants et distributeurs ont un argument : aucun recours n'a été intenté contre ces votes électroniques. Et pour cause, l'ordinateur est seul garant de sa propre fiabilité, et les juges administratifs demandent des preuves matérielles de la fraude, impossibles à produire. Un rapport d'universitaires hollandais tout récent a établi qu'« il est possible de connaître le choix d'un électeur en analysant les ondes électro-



Sylvie Barthe

À tous les Couëron l'on gagne Un peu vote en besogne

Maire socialiste de Couëron, Jean-Pierre Fougerat affiche sa perplexité devant la polémique des machines à voter : « Il n'y a pas de problème majeur. Je reviens du congrès des maires, où tout se passe par machine à voter. Je suis resté dix minutes devant. Il n'y a eu que deux messieurs à oublier de valider leur vote, qu'on a rappelés pour recommencer. Sinon, aucun souci ». Et plutôt des avantages, selon lui : plus de papier donc tout bénéf écolo, plus de scrutateurs à trouver pour les bureaux de vote, ni d'obligation de réquisitionner du personnel municipal. Seize machines pour un coût de 70 000 euros doivent s'« amortir rapidement ». La piraterie ? « Chaque machine est cadenassée, dans un local sous clé. Bien malin qui pourra y mettre son nez. Et les jours de scrutin, c'est la police municipale qui les achemine jusqu'aux bureaux de vote. On peut mettre de la suspicion partout, mais au moins les morts ne pourront pas voter, comme à Paris ou en Corse il y a quelques années ». Lulu n'a pu interroger d'électeur décédé de l'ère Tibéri pour donner son point de vue sur la question.

magnétiques jusqu'à une portée de 25 m ». Bonjour l'intimité de l'isoloir électronique.

« Il suffit de remplacer une barrette mémoire contenant le programme original par une barrette avec un programme falsifié pour renverser un scrutin », indique Pierre Muller, un autre expert en informatique, dans un article de *Sciences et Avenir* de septembre 2006. Impossible d'analyser son fonctionnement : le logiciel intégré de ces « voting machines » est protégé par le secret industriel. Donc pour la transparence, tintin ! Et si le décompte de voix a été trafiqué au cœur de la machine, on ne pourra pas vérifier près coup : on

n'y trouvera que le décompte voulu par le pirate. La seule parade à ces failles de sécurité informatique serait d'éditer un bulletin papier de contrôle, faisant foi du vrai vote en cas de litige. Du coup, on se demande à quoi servent les satanées bécanes si elle doivent être redoublées par le bon vieux système.

Mais il y a plus performant encore : le vote par suggestion mentale. Suffirait d'y penser.

Elie Gilles

* *Courrier des lecteurs*, Ouest-France, le 16 novembre 2006

** <http://www.sciences.univ-nantes.fr/info/perso/permanents/enguehard/> Voir aussi

www.recul-democratique.org/ et www.blackboxvoting.org/

Personne ne move !

Mask attacks en ventrachourie

Western gendarmesque et plan Epervier en Vendée profonde

L'excès de paranoïa n'adoucit pas les moeurs. Pas plus que la musique. Peu conscients des profondeurs insondables de l'âme vendéenne, des rockers qui faisaient les andouilles en pleine cambrousse ont fait disjoncter le dispositif sécuritaire. C'était le 12 décembre : en marge d'un concert au Lieu unique, les membres de Timepiece, un rock'n roll band éphémère associant des musiciens de Tucson et de Nantes s'en étaient allés tourner un genre de clip, façon road movie moquette pour le décor. Pour les costumes, c'était plus guignol. Tous les gugusses avaient revêtu des masques de catcheurs mexicains. Les six lascars masqués étaient sur une route presque déserte, vers Moreilles, près de Luçon quand une mémé, horrifiée, terrorisée, voire terrorifiée, a appelé au secours depuis sa maison isolée. Ce qui a fait illico débouler la cavalerie, sous forme de deux fourgons de gendarmes, l'air énérvé, la main sur le flingue. Les pandores ont déchanté en découvrant que ce n'était pas la grosse prise qu'on leur avait annoncée, une bande de vrais malfrats masqués qui sévit, paraît-il, dans les parages et agresse sans vergogne



les petits vieux. Les passeports des musiciens catcheurs ont quand même été contrôlés. Mais les gendarmes ont été si décontenancés qu'ils n'ont pas vérifié le faciès des plaisants, aucun des suspects vite désuspectés n'ayant baissé son masque. Et si derrière

ces cagoules de catcheurs, il y avait eu d'autres masques, des vrais ? Ils ont quand même eu droit à une convocation à la brigade l'après midi et au sermon d'un gradé tout de suite : « Vous vous rendez compte, on a déclenché le plan Epervier sur deux

départements, Vendée et Deux-Sèvres. Tous les ronds-points et carrefours sont bloqués aux alentours. L'hélicoptère chauffait sur sa piste, n'attendant que notre signal. Vous n'avez pas l'air de réaliser ce que ça coûte, tout ça ? » Un des gendarmes a même insisté : son fusil à pompe était bien chargé. Éberlués de ne pas s'être

fait trous la pañse par ces fines gâchettes de la country ventrachou, les Américains n'ont pas demandé combien ça coûtait, tout ça. À Tucson, tout le monde va croire que les french shérifs veillent bénévolement sur l'ouest terne.

El Mogeto

Bouchées doubles J'ai comme un trou

C'est pas le tout de faire un trou, faut reboucher après. L'autorisation d'exploiter étant terminée à la carrière des Pontreaux, à Bouguenais, faut combler le machin, qui accuse ses 120 m de profondeur. C'est pas rien. Faire et défaire, c'est toujours travailler. Alors on rebouchera. L'opposition municipale de Bouguenais craint les pollutions : « On pourra faire tous les contrôles qu'on voudra, on n'en empêchera pas la fatalité ». Quel manque d'ambition ! Ils ne feront pas carrière avec de telles résignations. La Loire-Inférieure étant « exportatrice de déchets », comme on dit, faudrait voir à pas trimballer nos merdes à Pétaouchnok. Ce trou tombe à pic, si l'on peut dire. On va donc déverser tout ce qui peut faire bouche-trou, terre, pierre, brique, béton en miettes, gravats inertes. Il y en a pour trente ans de camions. Après trois quarts de siècle à se faire creuser, le plus gros trou de l'agglomération va se retrouver comblé. Manquerait plus qu'il se plaigne. Ce serait le comble.

* *Ouest-France* le 16 décembre 2006

C'est parti mon kikitsch

Matelas meuf bleu pétard !

En plein air, en pleine ville, on ne devrait pas laisser traîner au lit les femmes et les enfants d'abord. Chronique du politico-décoratif urbain en voie disparition.

Chef d'œuvre en péril. Avec la mise en vente du magasin du marchand de plumards Equipa, un monument pictural risque de disparaître. Il faut vite le classer avant qu'il ne soit trop tard. Ce tableau, une femme monumentale se prélassant sur un lit, est exposé depuis une dizaine d'années au-dessus de la devanture de la grande surface de sommiers, juste à côté d'un sex-shop ouvert 24 heures sur 24. La gare de Nantes, pas loin, ne crie même pas gare. Pour les historiens de l'art de la rue, ce tableau comporte un risque majeur d'électrochoc sensoriel. Le chef d'œuvre d'art à tous vents fait lever le nez et l'admiration. Même si le lit paraît trop grand pour être honnête, le bleu dominant trop assorti à la couleur du logo du magasin. L'artiste a eu le génie d'allonger du pinceau une maman et son fiston, en pleine causerie sur un plumard couvert d'un couvre-lit en satinette bleu pétard. Les exégètes de l'art contemporain ont vu un clin d'œil entre ce bleu cru et nappé, et l'enfant, kid en anglais. Ce qui explique pourquoi le regard s'en voit fatalement kidnappé.

Cette mère présumée n'en est pas moins femme, peut-être épouse, à en croire la manière dont le moelleux épouse la courbure de la dame aux orteils décontractés, irréprochables, bien limés. Forcément gavée de coupe-faim et de régimes minceur au pamplemousse actif, madame n'a oublié ni de rester svelte, ni de faire des mèches, ni d'asseoir un marmot très décoratif au milieu du lit. L'ambiance est feutrée, à puissante dominante indigo égayée de touches d'autres couleurs. Rouge et noir, le petit bateau de bois. Vert, le plateau du petit-déj, négligemment posé au pied de la couche. Désespérément vides, les murs ont opté pour un gris froid de bon aloi, éclairé par le haut quoique la chambre soit un peu trop nette et trop grande pour une cellule de Guantanamo.

Ah, qu'il est beau

Cette scène en apparence si rassurante exhale pourtant un malaise pernicieux qui renforce toute sa trouble puissance de chef-d'œuvre. Sur le sommier relevable, les ressorts apparents sont d'un brun oppressant. Les traits des visages de cette mère et son fiston sont si pâles, maculés de noir. Au point de se demander si le message subliminal n'est pas de vanter en même temps une crème de jour anti stress, une cure de thalasso aux huiles essentielles ou une escale bien être au hammam bobo qui vient d'ouvrir en face. À moins que le peintre n'ait voulu stigmatiser la France du déclin, prônant un vote Sarko pour redonner des couleurs à ces victimes de l'angoisse collective. Mais non. Malgré sa familiarité familiale, ce tableau suggère le drame d'une famille monoparen-

talement surendettée. Les huissiers ayant posé les scellés sur la porte, mère et fils ont dû passer par la cheminée pour jouir de derniers instants de douillet sommier neuf même pas fini de payer. Et si la frêle jeune femme finalement plus maigre que mince a les mèches jaune paille, c'est qu'elle panique à s'en s'arracher les cheveux devant tant d'audace bleu funèbre, troublant tout amateur d'art. C'est criard de vérité et d'efficacité sommière. Au musée des Beaux-Arts, les odalisques de Matisse

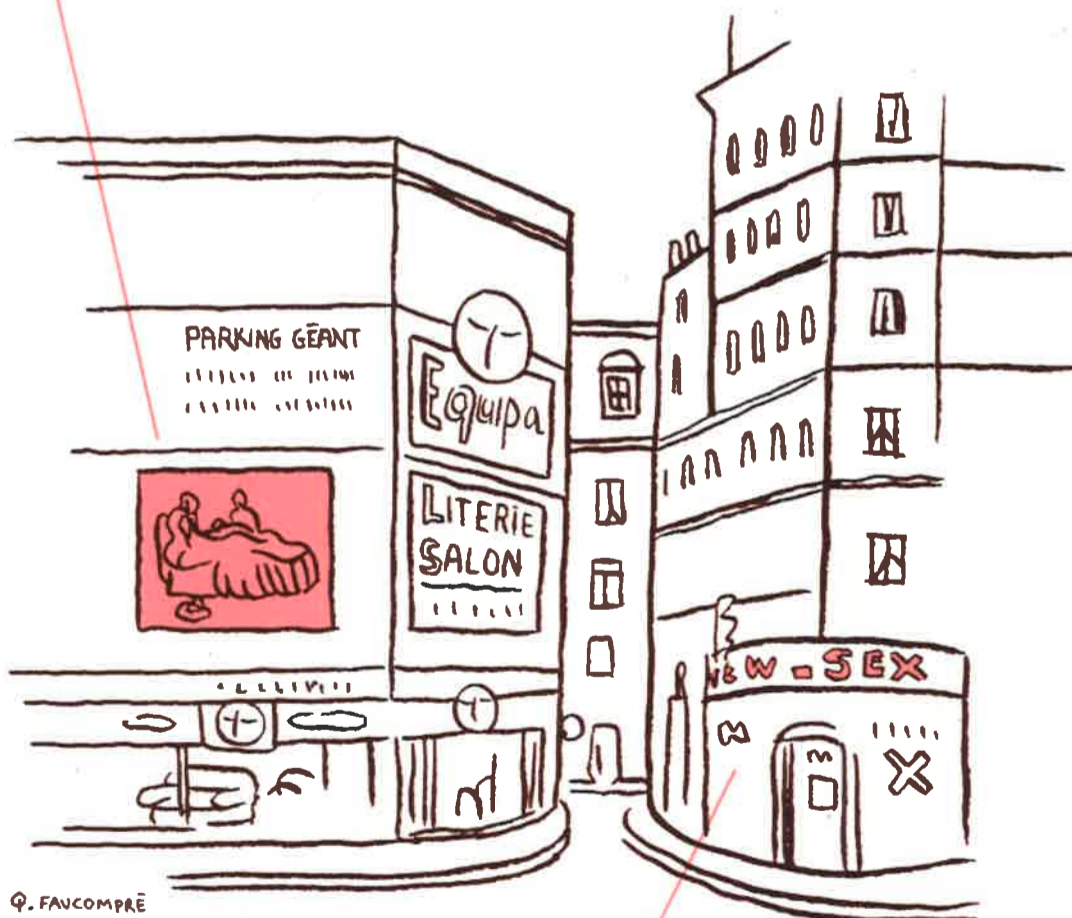
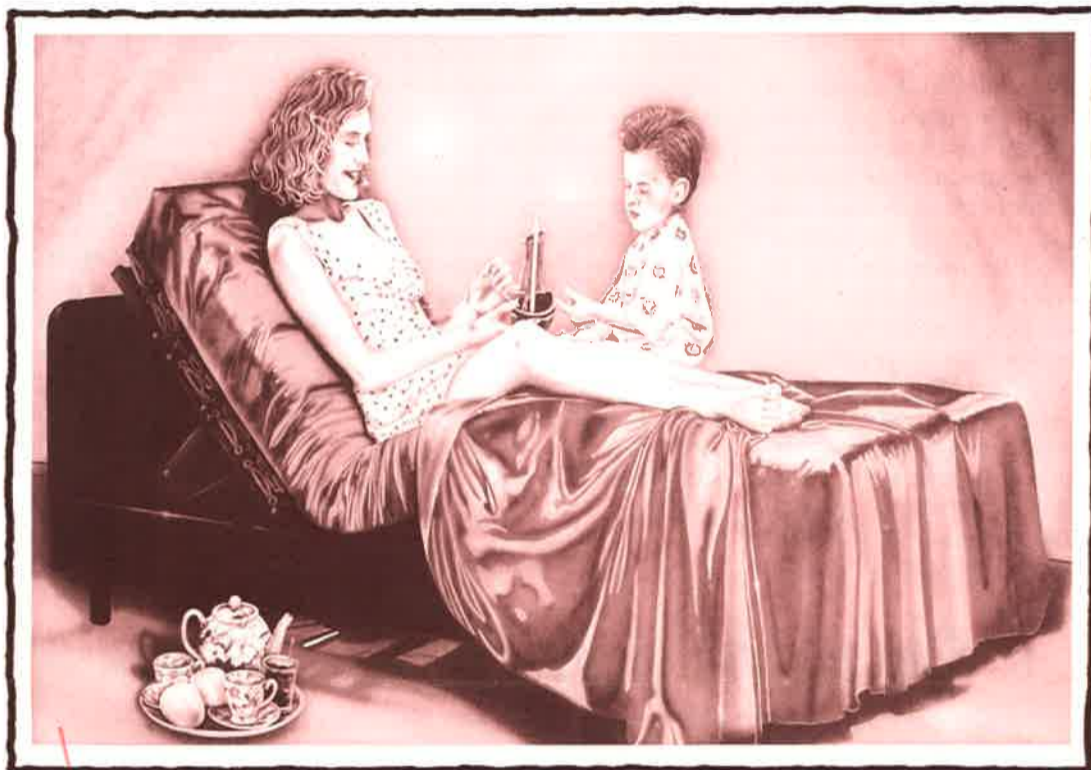
n'ont qu'à aller se rhabiller.

le débit du lait

Reste le bleu du couvre lit, d'une élégance agressive jusqu'à l'épouvante, donc si profondément humaine. Un geste engagé, admirable de compassion, dû aux pinceaux de Philippe Guichard, peintre en pub de Treillières, que Lulu a retrouvé. « On est habitué avec les changements de marques, mais quand ce travail de création disparaît, on a toujours un petit pincement. Même si c'est

de l'art avec un petit A, il y a un travail effectué », dit-il. Reste son œuvre côté sex-shop, en face, où il a utilisé le même bleu. Apprécié, son travail pour les sommiers lui a fait décrocher le marché de la boutique porno : « Quand on travaille dans un quartier, ça discute entre commerçants. Il y a un effet bouche-à-oreille ». Ce qui explique l'effet de continuité entre les bouches pulpeuses et l'ode à l'oreiller. Entre lit et libido, il n'y a qu'un bido, finalement.

Marcel Chouf et Mira Bolante



Q. FAVCOMPÈRE



A telle enseigne Après la vie le néon

Pas facile d'éteindre l'enseigne depuis l'au-delà. Celle de la librairie de l'irrationnel a clignoté après la fermeture définitive. Que fait la police de l'occulte ?

Cherchez pas à comprendre, c'est ir-ra-tio-nnel. La « Librairie de l'irrationnel », implantée Chaussée de la Madeleine, a fermé en catimini son havre des sciences occultes au beau milieu de la grisaille urbaine. On y trouvait de grimoires neufs, et de quoi invoquer des créatures en tous genres, apprendre à se tartiner d'amour lumière, de bien être en infusion et de source de vie en massages. Mais, malgré des milliers de pages de formules, de conseils, remèdes et incantations, l'automne ne s'est pas très bien passé pour les deux propriétaires de la boutique qui ont été malades au point de dépasser l'un après l'autre. Qu'ils reposent en paix, puisque chacun doit un jour y passer. Tourner la page, en somme.

A partir du 30 novembre, l'harmonie intérieure de l'échoppe a pu baigner les étals de pénombre enveloppante. Certains voisins chuchotent que des spectres invisibles viennent feuilleter les livres, tournant les pages au point qu'aucune poussière ne retombe jamais. Rien n'est moins sûr que ce qui est incertain. L'ordre immuable de la fatalité subit cependant un dernier affront : l'irrationnel parvient une dernière fois à humilier la raison. Car il suffit alors de lever les yeux au ciel pour contempler l'enseigne frappée de clignotement persistant, alors que la librairie était bel et bien fermée, faute de gérants vivants. Sur un mode alternatif-électriquement s'entend -, l'enseigne au néon a ainsi su porter la lumière au-delà d'une mort qui n'est autre qu'une invitation à la vérité, comme le proclamaient les bouquins de la boutique. Alors que tout laissait croire que la vie avait quitté les lieux, cette enseigne au-dessus de la vitrine venait prouver le contraire. Le mystère reste complet autour de cette manifestation occulte, non répertoriée. Certains clients restent persuadés que les deux propriétaires n'ont jamais vraiment quitté les lieux, continuant leurs permanences en se réincarnant dans les néons de l'enseigne. En décembre, le néon ne clignotait plus. L'Ursaff et l'EDF ont du y mettre bon ordre, interrompant cette consommation électrique que personne n'allait payer, et ces emplois dissimulés que la loi réprouve. Se pose éternellement la question du néon au sein de l'Être et de l'absurdité du mal. Et ça, c'est pas de la clignote.

Allan Kardelec

Vraiment buttés, ces gens-là

Restructuré, est-ce que j'ai une gueule de restructuré ?

Retaper les logements HLM ne va pas sans heurts. Avant les marteaux, faut se cogner les habitants. Et que ça rechigne à être augmenté, déplacé, restructuré.

À deux pas du centre-ville et dominant la Loire, les HLM de l'Hermitage sont enviés, mais certains appartements sont dans un sale état. Gestionnaire de ces HLM sur la Butte Sainte-Anne, Nantes Habitat va y réhabiliter 200 logements, dont une trentaine à restructurer de fond en comble. Divisés, les habitants vont voter sur l'ouverture du chantier.

Sur le principe, pas de problème. Les familles attendent depuis des années que l'on change les circuits électriques hors normes, les fenêtres gonflées d'humidité, les radiateurs qui fuient et les chauffe-eau défectueux. Même si comme toujours dans ce type de réhabilitation, le bailleur social ne manquera pas de répercuter sur les loyers les 5,7 millions d'euros de travaux. En moyenne, 25 euros de hausse par mois pour un T5 : « Près de 300 euros sur une année ! Pour moi, c'est le budget vêtements pour deux personnes, ou trois gros chariots de courses à l'hyper! », grogne un locataire.

La restructuration est prévue pour 32 logements, afin « d'adapter les appartements aux normes de confort et d'habitabilité actuelle en rapport avec l'enjeu de qualité du site ». Le projet va transformer des T4 en T3, et des T3 en T2, diminuant le nombre de pièces tout en gardant la même surface. À dégager, les familles nombreuses. Le tour de passe-passe énerve : « Quand j'ai pris l'appart' en janvier 2006, on m'a expliqué qu'il y aurait quelques travaux de façade, de la plomberie et un petit coup de peinture dans les sanitaires. Mais il n'a jamais été question de tout ce bazar », peste un autre locataire. Dans trois des rues aux noms de corsaires, la moitié des T4 bis disparaît au profit de T3 plus spacieux.

Un vote deux en un

Comme à Malakoff*, Nantes Habitat va « associer les locataires à ce projet ». Ils pourront même voter courant janvier. Mais pour éviter que la voix des futurs « expulsés » ne pèse trop, le bailleur social a pris soin de lier les deux projets : réhabilitation et restructuration. Diviser pour mieux régner ? Peine perdue. Le sort des « restructurés » a ému une partie des autres locataires de l'Hermitage qui exige aujourd'hui l'abandon des restructurations. Une pétition de soutien a déjà rassemblé plus de 120 personnes. D'autant qu'une famille a déjà vécu il y a deux ans un déménagement contraint, suite aux démolitions de tours du quartier Malakoff. « Puisque tout le monde est d'accord pour la réhabilitation Pourquoi ne pas organiser deux votes séparés ? Pourquoi faire voter des gens qui ne sont pas concernés par les restructurations ? » Ni les élus ni la société HLM n'ont

répondu. Pour la Ville, cette fronde tombe mal. Pas question, la veille d'élections, de faire de vagues Butte Sainte-Anne, fief rose bon teint.

Ça va déménager

Ces gens-là sont terribles. Ils préféreraient les ménagements aux déménagements. Nantes Habitat a beau promettre le relogement sur place des 32 familles « restructurées », les pétitionnaires ont la conviction qu'une fois le chantier terminé, aucun retour ne sera assuré. Faut les comprendre...

Sur la liste des restructurés, un tiers sont des personnes âgées ou des familles monoparentales en grande précarité. Le bailleur prévoirait-il à terme de vendre un immeuble ou deux au secteur privé qui ne manquera pas de proposer ces logements « en rapport avec la qualité du site » à des familles au portefeuille mieux garni ? Un autre bailleur social, Loire-Atlantique habitation, a procédé ainsi au Corbusier, vendu par appartements. « Pas question de vendre », martèle Nantes Habitat, au fil des réunions publiques. Et Claude

Seyse, l'élue de quartier renchérit : « En tant qu'élue, je m'opposerai toujours avec force à ce qu'on cède du logement social au secteur privé ». Son opposition de principe n'a semble-t-il pas pesé bien lourd lorsque Nantes Habitat a vendu deux tours de Malakoff au privé, entraînant le départ forcé de familles ne pouvant plus assumer les charges imposées par le nouveau propriétaire.

Aux réunions houleuses de présentation du projet, les locataires en pétard ont repéré un grand absent : Jean Blaise, directeur du Lieu unique et occupant d'un de ces appartements HLM, ou plutôt de deux, qu'il a lui-même fait restructurer comme un grand il y a quelques années avec la bénédiction de Nantes Habitat. Il bénéficie, avec sa compagne travaillant au cabinet de Jean-Marc Ayrault, de deux logements d'abord disjoints, l'un au-dessus de l'autre, puis transformés en un seul duplex par la percée du plafond et la pose d'un escalier. Comme dit le proverbe : duplex, sed plex.

Hélène Asche

* Les frappes chirurgicales ne font pas de quartier, Lulu n°53

CES GENS-LÀ ONT LE COEUR DE CIBIE QUI FATIGUE



Vessies-lanternes

Du passé fait table rase

Mais où qu'est passé l'prolo ? Le Château rouvre, la mémoire ouvrière endormie à poings fermés.

Chargé de raconter l'histoire collective de la ville de Nantes, le Château des ducs de Bretagne ouvre en ce début d'année de grâce 2007. Hormis une affiche de la CFDT des années 80 bataillant contre la fermeture des chantiers Dubigeon, le mouvement ouvrier a bien l'air d'être passé dans les oubliettes du château. Depuis quinze ans, les stratégies d'image ont trié le passé nantais, écartant soigneusement la mémoire ouvrière pour préférer quelques bobards. Comme le berceau de la tolérance octroyé solennellement à Nantes pour avoir vu signer L'Edit de Nantes. Contre-sens historique dans une ville très intolérante, où les Ligueurs ultra cathos étaient au contraire majoritaires, dans le genre fanatiques religieux radi-

caux pas rigolos. La communication s'est aussi appliquée à construire l'idée d'un Nantes berceau du surréalisme, même si cette révélation a l'air d'une écriture après coup, personne ne s'étant vécu ou déclaré surréaliste dans la bonne ville de Nantes. L'historien Alain Croix note que quelques éléments marquants du passé ouvrier nantais ont été soigneusement passés à la trappe. D'abord la création des bourses du travail à Saint-Nazaire en 1892, et à Nantes l'année suivante, ce qu'aucune balade de l'office de tourisme ne salue. L'idée de grève générale, doctrine de base du syndicalisme de début du XXe, a été lancée par le courant anarcho-syndicaliste de Fernand Pelloutier. L'idée du Front populaire a été évoquée pour la première fois ici : le 24 octobre 1934, la veille du congrès du Parti radical, Thorez est à Nantes. Il tient meeting au Tourbillon, boulevard Dalby, et y lance pour la première fois l'idée d'une union des gauches pour résister à la montée du fascisme. L'Internationale est aussi chantée en public pour la première fois à Nantes en 1894. « Ces faits n'ont pas de gestation nantaise, mais sans la forte activité ouvrière, ils n'auraient pas émergé ici », souligne l'historien. À l'inverse de l'Edit de Nantes imposé à la ville contre ses Ligueurs. Mais le souvenir des prolos à manif ne faisant pas, paraît-il, rêver les touristes, on les balaye soigneusement de la mémoire. C'est du passé. L'ouvrier est loin. Comme un petit poing sur l'horizon.

Bogue C'est jour de PANNE à l'ANPE,

Un chômeur nantais a reçu une bafouille lui annonçant qu'il était radié puisqu'il ne s'était pas rendu au rendez-vous où il était convoqué, rendez-vous où il s'était pourtant fait pointer en bonne et due forme. Ce qui a donné des explications embrouillées sous la suspicion insistante de l'agent à l'ANPE. Jusqu'à ce qu'il découvre - « Vous lisez, là, à l'envers, sur mon papier ? » - que tout cela n'est qu'une erreur, qu'il ne fallait pas tenir compte du courrier de radiation, puisque tout est lié au jour de la panne informatique du serveur de l'ANPE. Pas de panique, pas de panade.

« Ça n'est pas la question »

« On est là pour travailler ensemble, pas les uns contre les autres », martèle l'adjointe au maire en coupant la parole à ceux qui n'exposent pas des « remarques spécifiques ». Ambiance Butte Sainte-Anne le 20 décembre lors de la réunion publique mêlant les locataires HLM à rénover et à restructurer.





Divangations

Au non-dit du père

Le penseur fétiche de la droite catho se voit accuser des pires vilénies. Les vilénies protestent contre l'amalgame. Ouest-France observe un silence poli.

Il faut faire intervenir les agents du maintien de l'ordre moral. *Ouest-France* avait son archange de lumière. Le journal vient de perdre plus qu'un simple prêtre : une référence, un guide, dont les écrits, les livres et les positions ont été cités par le quotidien jusqu'en juin 2006, et notamment par la fille du big boss (1) même si elle prétendait qu'il s'agissait d'un vulgaire psy faisant naturellement autorité, sans citer ses connivences avec la papauté. Mais aujourd'hui, accusé d'abus sexuels le personnage n'est plus en odeur de sainteté. Il est même dans des sales draps, et l'aura de Tony Anatrella brille nettement moins, au point que l'église, appliquant le principe de précaution, l'a pour l'instant écarté de ses éminents penseurs. Premier pain quotidien de France, le journal de la famille Hutin n'a pourtant pas informé ses lecteurs sur les ennuis

d'Anatrella (2), qui sent en ce moment plus le souffre que l'eau bénite. Le brave curé est aussi psychanalyste, expert au Conseil pontifical pour la famille, analyste-en-chef de l'Eglise de France, chargé de mission sur les drogues et la toxicomanie au Conseil pontifical de la santé du Vatican. Cet expert se montre volontiers homophobe, dans des chroniques accueillies par *Le Figaro* ou *La Croix*. Il explique à grands renforts de socio, de philo et d'un brin de freudisme que pour lui, l'homosexualité est « un inachèvement, une immaturité foncière de la sexualité humaine ». Dans un livre intitulé « Non à la société dépressive », il assène que « Si nos sociétés deviennent pour une part quelque peu paranoïaques, c'est principalement en rapport avec une homosexualité diffuse... Le nazisme, le marxisme sont des idéologies de nature

homosexuelle ». Sans parler de ces thèses expliquant « que le non-respect de l'ordre établi est le vecteur de troubles psychologiques, donc sociaux » (3). Début novembre 2006, le bimensuel catho-contestataire *Golias* révèle la plainte de deux anciens patients d'Anatrella, accusé d'abus sexuels dans l'exercice de ses fonctions psy. Rien ne dit que le divan n'est pas innocent. La justice divine y reconnaîtra les siens. Anatrella, pour *Golias*, est celui qui « faut reculer jusque dans les profondeurs des ténèbres putrides tout désir qui échappe au totalitarisme catholique des corps, dont il s'érige comme le chantre fanatique ». Tout un programme. Mais selon les témoignages cités par la revue, le psychothérapeute s'égare parfois grave lors des « thérapies corporelles ». Deux séminaristes doutant de leur identité sexuelle, adressés à lui par la hiérarchie catho-

lique, l'accusent d'abus sexuels (4). L'un d'eux a porté plainte. Tony annonce en novembre qu'il pourrait, lui aussi, porter plainte contre X pour tenter de desserrer l'étau de ce qu'il considère comme un « lynchage médiatique ». Pire, ce serait un complot lié « à une campagne de diffamation mondiale contre l'Eglise qui prend pour cible ses points névralgiques », a renchéri le cardinal mexicain Javier Lozano Barragan, président du Conseil pontifical pour la santé, lors d'une conférence de presse au Vatican. Même ça, on ne le lit pas dans *Ouest-France*. Où va-t-on si la parole de l'église n'y trouve plus ça place.

(1) Cannabis repetita, Lulu n°39, avril 2003
 (2) *Ouest-France*, tous les jours depuis novembre 2006
 (3) *L'Humanité*, le 25 février 2006
 (4) *Libération*, le 21 novembre 2006

staracolage

Nikos toujours tu m'intéresses

Profil grec, audimat : Ouest-France a trouvé l'invité miracle pour staracoler un public plus jeune.

Pour sortir les ados de leur grasse matinée dominicale, *Dimanche Ouest-France* a plus fait confiance au pipole qu'au bon dieu. Le 10 décembre, l'invité d'honneur en chef est Nikos Aliagas. Qui ça ? Nikos comme on vous le dit. Le céléberrime animateur de la Star Ac himself. Il a droit à sa photo à la une de trois des quatre cahiers du jour, et à une demie page d'interview ou d'article à chaque fois. Les infos, familles et le guide. Il n'y a que le quatrième cahier, les sports, qui est épargné. Doit pas être trop porté sur le sport, l'animateur.

Ce traitement de faveur lui octroie quand même sept photos couleur et trois pleines pages rien que pour son auguste personne. Et tant qu'à faire, les photos sont originales : l'invité spécial d'*Ouest-France* s'est fait tirer le portrait lisant *Ouest-France* et le hasard a fait que ces clichés sont justement publiés, dans, dans, dans... gagné : dans *Ouest-France*. Une véritable mise en abyme. Juste entre « ces petits cadeaux qui raviront les coquettes » et le guide des achats de Noël d'« ordinateur qui tient dans la poche ». Et entre la moralisation de la chirurgie esthétique (« Enfin ! » dit *Ouest-France* comme si toute la France et tout l'Ouest était suspendus à cet avènement), et la tant attendue recette du foie gras de canard. Des sujets essentiels qui font la quintessence de l'édition dominicale. On y apprend que ce Nikos a une haute idée de son métier et qu'à travers la Star Ac, il voit « la télé comme un pacte moral avec le téléspectateur ». Nikos Aliagas truffe le journal de sa pensée infuse, cite Périclès et diagnostique les maux de la télé qui périclète : « Si la télé est un peu pourrie, c'est à cause de la violence, dans les infos et les films ». Et il sait avoir la note positive, la philosophie grecque sur mesure : « Tous les jeunes n'ont pas envie de casser dans les banlieues, ou de prendre des cachets dans les quartiers riches ». Reste des djéuns qui gardent intacte leur envie de casser dans les quartiers chics. Tout n'est pas si pourri dans ce monde de chansons académique.

Rick Costarac

Gou de la gueule

À plus d'un titre

On vous le redit : le rachat de Presse-O par Ouest-France a renforcé le pluralisme.

Les plus râleurs qui n'y croient pas ont découvert la supercherie. Il suffit, sur Google, de taper : « presse ocean » (sans accent ni tiret) et la quatrième proposition vous envoie directement sur le site d'*Ouest-France*. On se fout de la Google de qui ?

La brosse à relire

L'année 2006 dans le rétro. Un vrai collier de perles.

► Saoul, les pavés

Presse-Océan, le 29 novembre 2006

La démocratie, c'est bien, mais pas avec n'importe qui. Lors d'un comité consultatif, des anciens du quartier des Hauts-Pavés se plaignent des « marginaux qui squattent la rue ». C'est vrai, c'est pénible, ces sans adresse qui se croient chez eux dans la rue des autres. Et foutent une trouille bleue : « Les personnes âgées ne se sentent pas en sécurité. Ils ne sont certes pas vraiment agressifs, mais ils sont souvent en état d'ébriété ». Toujours le même truc : pas de problème, mais il pourrait y en avoir, donc c'est tout comme, et même presque plus. Et puis c'est comme le tabagisme passif, passer régulièrement à côté de pauvres hères bourrés à l'haleine chargée, c'est s'exposer, à petites doses, aux dangers de l'alcoolisme passif.

► Ça dégage

Presse-Océan, le 8 décembre 2006

D'abord et surtout une note heureuse : « Un consensus se dégage (...) il faut bon vivre à Orvault », disent les participants à des ateliers municipaux sur le développement durable. Mais le bon vivre a du souci à se faire : « Les quartiers, la mixité sociale insuffisante, le prix flamboyant de l'immobilier freinent l'installation des ménages » poursuivent les mêmes duro-développeurs, sans oublier « De nombreux embouteillages et des problèmes de cohabitation entre voitures et vélos ». C'est sans doute une stratégie, pour faire peur à de nouveaux arrivants. Qu'ils aillent bon vivre ailleurs.

► Rien affiché

Libération le 18 décembre 2006

Double page sur les menées de Philippe de Villiers dans son fief ventrachou. Ce qui donne l'occasion à son fidèle lieutenant Bruno Retailleau de lâcher qu'entre conseil général et destin national, son patron ne mélange pas les casquettes. A propos des collages d'affiches du MPF, discrets en Vendée : « Ça détruit l'environnement. Ce n'est pas dans la culture locale », dit Retailleau. C'est sympa pour les autres départements, où, justement le Mouvement pour la France colle ses affiches. Il y a sans doute la Vendée, et le reste du monde, inculte et bon à saloper. La revanche des guerres de Vendée. La MPF, ça doit être le Mouvement de pollution de la France.

► Reste-France

Ouest-France, jeudi 30 septembre

L'évènement était frelaté : Sarkozy a convié sept titres de la presse provinciale pour annoncer - incroyable - qu'il veut être khalife à la place du khalife. Parmi ces sept, surtout un : Ouest-France. Le lendemain n'étant pas journée mondiale contre le complexe de supériorité, la une du grand journal de l'Ouest titre sur « un

entretien accordé à Ouest-France et à la presse quotidienne régionale ». Et à l'intérieur : « Le président de l'UMP explique, dans son interview à Ouest-France et la presse quotidienne régionale qu'il veut incarner le mouvement ». Comme si Sarko n'avait fait ses confidences qu'à Ouest-France, et que par un effet de bonté, d'autres ploucs des terroirs de France auraient été conviés à les écouter parler, et même à prendre des notes. Faut pas confondre le premier journal de l'hexagone et la galaxie Reste-France.

► Meilleures voies

Ouest-France, le lundi 4 décembre 2006

Colloque sur la mixité sociale à Saint-Herblain. Citation du sénateur maire : « Sur ces questions essentielles pour le

devenir de la commune, la ville souhaite favoriser et promouvoir des actes de démocratie de proximité et de participation citoyenne afin que l'ensemble des Herblinois puisse s'exprimer et s'impliquer dans la démarche. » Puis tout s'éclaire avec ce complément du même : « il convient de s'interroger sur la place et le rôle de la puissance publique, tout en tenant compte des équilibres financiers et de la réglementation afin de rechercher les meilleures voies dans la recherche de la mixité ». Euh. Pouvez répéter ?

► Pinpont

Ouest-France, le 13 novembre 2006

Débat public sur un pont à créer en aval ou en amont de Paimbœuf. On s'interroge sur l'état du vieux pont de Saint-



► Tri sélectif

http://lucky.blog.lemonde.fr, le 5 juin 2006

Tenu par le Nantais Luc Douillard, ce blog relève que Thouaré-sur-Loire trie les associations qu'elle entend subventionner. La bordée de critères hésite entre le soviétisme attardé et le sarkozysme anticipé, exigeant notamment « la majorité de ses adhérents domiciliés sur la commune » sans se poser la question de la confidentialité des fichiers d'adhérents, ou du respect de leur vie privée. Pour éviter les jaloux, il faudra se plier aux monopoles associatifs existants et « ne pas œuvrer dans un domaine similaire à celui d'une association existante ». Tant qu'à faire, pas un sou pour les groupes à « vocation politique, syndicale ou philosophique ». Comme à TF1, il faut du divertissement. Régime sec aussi tout ce qui présenterait un « risque de trouble à l'ordre public », juste un risque, jugé bien sûr par le maire. Les vaches seront bien gardées.

Nazaire, jugé, « très malade ». Médecin chef de Pornic, Philippe Boënnec dit : « Soyons transparents sur l'état du pont. Et il faut un plan B en cas de catastrophe. Le Pays de Retz en peut pas rester coupé du monde ». On en déduit donc que le monde n'existe qu'au nord-Loire. Et que la terre inhospitalière qui va de Saint-Brévin à Gibraltar est un immense désert, une enclave de non-vie, une terre de désespérance. Vite, un plan d'immigration bretonne pour repeupler ces contrées sudistes arriérées !

► Langue de pierre

Presse-O, le 13 novembre 2006

A propos des travaux de la place Royale, l'élu à l'urbanisme veut « rendre la place à sa minéralité » sans exclure la fontaine : « L'eau fait vivre la pierre ». Arrosez bien un pavé, vous verrez pousser un rocher.

► Voyages trop lents

Ouest-France, le 7 septembre 2006

Agressions verbales et phy-

siques, tags sur les bâtiments publics et les voitures des conseillers municipaux. Le maire communiste de Trignac explique notamment : « Les gens du voyage contribuent au sentiment d'insécurité, car ils circulent volontiers à vitesse lente et en soirée dans les rues ». Pour plus sécurité, il faut des nomades roulant comme des bolides en plein jour.

► Auto promo

Le Nouvel Ouest, N° 131, octobre 2006

Le magazine que les îles Caïman nous envient publie l'interview de Guy Scherrer, ex-président du FCNA, rappelant qu'il n'a pas parlé depuis pas mal de mi temps. Alors, pourquoi le faire aujourd'hui ? (C'est vrai ça, pourquoi ?) : « Pour une mauvaise raison : la sympathie que j'ai pour votre entreprise de promouvoir les valeurs de notre région au moyen du Nouvel Ouest ». Le patron du Nouvel Ouest a toujours aimé l'auto-promotion : il croit toujours qu'on va lui prêter une voiture en échange.

► Droit aux buttes

L'Express, le 7 septembre 2006

« Petit village dans la ville, perché en haut d'une butte, Doulon est devenu un quartier où il fait bon vivre », écrit l'envoyée spéciale de L'Express sur le front de l'immobilier nantais, dans la rubrique « Centre-est ». Doit s'agir de la Butte Saint-Doulon.

► Raz de marée haute

Femme actuelle, du 14 au 20 août 2006

Emportée par son élan, Femme actuelle évoque Nantes : « Elle est maritime parce qu'un bruit de hauban répond parfois au vent iodé, parce qu'en terrasse, les Nantais parlent de zef, de virée et de régates, parce qu'ils peuvent dire, à l'odeur I, si la mer est haute et à quelle heure sera chassé le crachin breton. » C'est à quelle heure qu'on peut pêcher des palourdes cours des 50 Otages ?

► Combien, combien ?

Presse-Océan, le 10 juin 2006

Questions cruciales, dans la rubrique « Répondre à tous ». Comme « Combien valent actuellement 42 000 francs de 1960 et 2 millions de 1972 ? » M. de Saint Géréon en est comme deux ronds de frites : le journal lui a répondu que ces 42 000 balles « correspondent aujourd'hui à environ € et 2 000 000 de francs de 1972 ». Sic. On n'a pas embauché de compléteur de réponse. La presse c'est bien, mais c'est pas précis pour deux sous.

► Une autre culture est possible

Le Figaro, le 26 juin 2006

En visite à Nantes, Le Figaro a déniché un squat culturel dans une ancienne usine, le Lieu unique, qualifié d'« endroit atypique et alternatif ». Qu'importe que ce machin alternatif se trimballe avec un budget annuel de 4,6 millions d'euros. C'est vrai que pour Le Figaro, quand on ne joue pas Corneille en costume d'époque, c'est de l'avant-garde. Avec Le Figaro, un autre regard est possible.

► Minorer les majorettes

Presse-Océan, le 19 mai 2006

Ne dites pas majorettes, mais twirling-bâton. D'ailleurs le président du twirling club nantais le dit tout net : « Il faut surtout voir ce sport au moins une fois en compétition, par exemple en quart de finale du championnat de France ». En finale, ça doit être nul. La demie-finale ne vaut pas tripette. Et pourquoi en quart ? C'est que, justement, comme c'est étonnant, le club organise à Nantes les quarts de finale du dit championnat. Un as de la com', ce président !

► Montée en puits de science

Bedouk magazine, octobre 2005

Nantes, « destination montante en Europe ». C'est le titre. Une responsable de la Cité des Congrès explique : « La montée en puissance européenne de la destination nantaise s'appuie notamment sur une politique d'ambassadeurs locaux qui permet de favoriser l'accueil d'événements en relations avec les pôles d'excellence économique et scientifiques de proximité ». Mais encore ?

La Marseillaise protège des coups

Étudiant en socio et ancien sous-off de l'armée française, Oussama témoigne de sa rencontre avec la douce réalité policière en automne 2005.



Vasodilatateur Le coup des vases communicantes

Difficile de remettre en eau les étiers de l'estuaire et de recréer en même temps le chenal. Mais on peut faire comme si.

Les bureaux d'étude font dans le vasouillard. Entre Bouguenais et le Pellerin, les étiers donnant sur la rive sud de la Loire sont envasés. Nantes-Métropole confie à deux bureaux d'études, spécialisés en environnement et en hydrologie, une étude pour remettre éventuellement ces étiers en eau. On consulte les riverains, les randonneurs, les paysans concernés pour leurs prairies inondables. On parle surtout de diagnostic, pas vraiment de passage à l'acte. Tout ça dans le cadre du programme Neptune de restauration des milieux humides de l'agglomération. Analysant un par un la dizaine de petits cours d'eau, l'étude préalable est prévue sur deux ans, pour un budget de 145 000 euros. « Ça fait bien de prendre en compte l'environnement durable, mais en fait c'est totalement incompatible avec la priorité donnée au creusement du chenal du port autonome », dit un paysan, très sceptique sur la faisabilité de tels travaux. Un « programme de restauration et de gestion des cours d'eau et étiers » est pourtant prévu sur les cinq ans à venir. Le hic, c'est que, simultanément, le port à mené une enquête d'utilité publique sur le dragage du chenal de navigation. Et où sont dégagées les vases raclées au fond de la Loire ? En mer mais aussi sur les côtés, rebouchant donc les étiers qu'on prétend recréer. En termes techniques, ça s'appelle « l'immersion des produits dragués dans l'estuaire ». Le comble c'est que le même bureau d'étude DHI sert aussi à diagnostiquer l'état des lieux de l'estuaire, notamment pour le port, l'agence de l'eau Loire-Bretagne, l'État, la Communauté européenne*.

« C'est vrai, le choix a été fait il y a vingt ans de privilégier le chenal de navigation de la Loire. Le port autonome n'est remis en cause par personne. Et les programmes imaginés sont plutôt cosmétiques. Ça sert plus à masquer la misère qu'à guérir », note Antoine Labrosse, ingénieur au bureau d'étude DHI, chargé d'évaluer les enjeux d'hydrologie. La vase à déplacer, ça reste une idée à creuser.

Lisette Trouat

* Modélisation prospective de la Loire estuarienne, novembre 2000. http://www.loire-estuaire.org/pdf/estuaire_rapport.pdf

Commerce illicite Magistrats bien arrosés

Pas claires, les relations financières entre les CCI et les tribunaux de commerce. Un rapport de la chambre régionale des comptes de la mi-septembre 2006 traite des Chambres de commerce et d'industrie de Nantes et Saint-Nazaire. Il épingle les subventions accordées, hors de tout cadre légal, par les deux CCI à l'association des magistrats du tribunal de commerce de Nantes. Et ce malgré les rappels constants de la Cour des comptes. Cette asso-

ciation n'est pas interdite, mais elle doit se cantonner à un rôle d'amicale « qui ne peut s'immiscer dans la gestion administrative et financière de la juridiction ». C'est pourtant par ce biais illégal que les juges de commerce récoltent des subventions. Les Nantais ont écopé de 7622 euros en 2001, autant en 2002, somme arrondie à 8500 en 2003, retombé à 8146 euros en 2004. Leurs collègues de Saint-Naz ont pareillement récolté 15 449 euros indus de 2001 à 2004

inclus. Officiellement, c'est pour payer des gueuletons de fin d'année aux juges de commerce*, mais promis juré, puisque ça pose problème, ils vont y réfléchir. Pris la main dans le sac, CCI et tribunal, sortent la main, la posent sur leur cœur et jurent illico qu'on ne les y prendra plus, indiquant leur volonté d'étudier ensemble des « nouvelles modalités de soutiens financiers ». On respire. Des magistrats tatillons ont failli les traiter de malhonnêtes.

* Sur le même sujet, lire « Le procès qui assèche les tribunaux de commerce », Lulu n°48, avril 2005

Casse-noisettes Écureuil bénévole, pigeon vole

Parue sur le site ouest.job.com, cette jolie offre de boulot. La Caisse d'épargne cherche un chargé d'études marketing, gars z'ou fille, mais surtout sous statut de stagiaire, c'est à dire payés moins que des clopinettes qui doivent être une friandise pour écureuil. En langage codé, on dit « Salaire : non précisé ». Le troisième groupe bancaire français cherche donc de la main d'œuvre

gratuite, mais pas n'importe quel loquedu : il faut être « diplômé de l'enseignement supérieur option marketing ou statistique décisionnelle, avec idéalement un premier stage pertinent. Une connaissance du monde banque / assurance constitue un plus indéniable. Poste à pourvoir immédiatement ». Tout ça pour monter une « base de données sur la concurrence

dans tous les domaines », réaliser des études sur le livret A et gratter des infos sur « certains marchés spécifiques (l'artisanat par exemple) ». Puisque le bénévolat est sans limites, on demande au candidat de créer « une offre "apprentis" en initiant des partenariats avec des centres de formations ». Une grincheuse ayant protesté contre ce travail sans salaire, on lui a carrément conseillé de s'adresser au « service qualité ». Où on lui demandera sans doute de décliner nom ; prénom, âge et qualité.

Éconocroqueur La bourse ou l'assurance vie

Retraité, c'est pas une vie. Capitaliste pantouflard, voilà un bon moyen de mettre du bon beurre dans les charentaises. Pour draguer les bas de laine des papimamies, le premier numéro du gratuit Nantes seniors publie une photo de Manhattan et la trombine d'un joyeux conseiller en gestion du patrimoine. Ce type promet des dividendes peinarés, préconise la proximité, réputée moins angoissante que des grands noms du Palais Brongniart ou de Wall street. Il cite donc trois sociétés du cru qui cartonnent en bourse : Eurofins, le Crédit agricole Atlantique-ventrachou et Tipiak. Faudrait donc se ruer sur leurs actions comme une bonne action. S'agit pas d'effrayer les vieux avec des valeurs de pétaouchnok qu'on sait même pas d'où ça sort. Le retraité apprenti capitaliste a besoin d'être rassuré. Faut pas vendre la peau de la bourse avant de l'avoir tutoyée.



Ker Vrai gant

Femmes, je vous aiiiiide

Selon l'institut Kervégan, tout s'arrange pour la moitié du ciel local. Un bulletin météo très optimiste.

L'étude est dénommée « Femmes en mouvement ». D'après l'institut Kervégan* qui commente sa propre publication, ce rapport a « suscité des débats animés dans les milieux nantais ». Leurs milieux, assurément. Des cercles emplis de brillants chefs d'entreprise, de hauts fonctionnaires, médecins, chercheurs et spécialistes, comme le note lui-même d'édito. Sacrée mixité sociale. On remarquera juste, pour faire juste la remarque, qu'il n'y a pas un instituteur dans cet institut, ni aucun conducteur de tank dans ce think tank. « Plutôt fiers de l'image de Nantes, ville agréable à vivre, tolérante, ouverte au monde, connaissant croissance économique et démographique enviables », ce beau monde met l'accent sur l'alliance nécessaire entre « développement économique et développement humain ». Ça ne mange pas de pain. « Il leur est apparu que si les femmes étaient en situation de discrimination, d'iniquité, et d'injustice, cela ne pouvait être que préjudiciable à la dynamique et au potentiel de l'agglomération ». Femmes, quittez cette précarité qui plombe l'image de Nantes. Devenez executive women, banquière, pédégère de moins de cinquante ans, exigez des golden parachutes, et larguez aux hommes ces jobs minables de femme de ménage, caissière de supermarché ou chômeuse à temps partiel. Mais ne le faites pas pour vous, ça serait très mesquin. Ni même pour faire plaisir aux féministes ou aux statisticiennes. Faites-le pour l'image de Nantes.

La trappe ou la rattrape

Qu'on se rassure. La discrimination subie par les femmes, ici, c'est bien fini. Des preuves ? L'université s'est choisi une femme président, et « À l'embauche, le principe "à qualification et responsabilités égales, salaire égal pour hommes et femmes" est appliqué ». Un accord a été signé « pour que les augmentations de masse salariale soient utilisées uniquement pour le rattrapage des salaires des femmes ». On croirait une pub pour inciter les mères à accoucher de filles. Ce n'est pas tout : « Afin que les femmes cadres n'aient pas à choisir entre profession et enfants, les entreprises de la région nantaise ne programment plus les réunions des cadres à des heures tardives, les séminaires sur deux ou trois jours se font rares. » Curieusement, cet emploi du temps se contrefiche des rapports des papas avec leurs marmots. On n'est pas héritier du peuple des guerriers pour rien. Les dîners-débats du club Kervégan démarrant à 20 h, c'est tout bénéf pour l'emploi féminin, baby-sitting au smic et sou-



Sylvie Barton

vent au noir, mais faut bien débiter. Plus les débats durent tard, plus les étudiantes auront de sous pour s'acheter les publications de l'institut. Au même moment, un rapport de la chambre régionale des comptes concernant notamment les personnels des chambres de commerce de Nantes et de Saint-Nazaire vient démentir les constats prometteurs : si « plus de la moitié des effectifs des CCI sont féminins, le taux de féminisation des cadres est inférieur » aux pourcentages de femmes à des taches subalternes. Elargissons le cercle. Un tout récent rapport national** révèle que les femmes encaissent toujours les salaires horaires les plus bas, 10,13 euros de l'heure en moyenne, 2,40 euros en dessous de la moyenne pour les hommes. Et, pas de bol, les femmes ne travaillent en moyenne que 30 heures par semaine, les hommes 33,5 heures. Croisant les chiffres de l'APEC, l'Association pour l'emploi des cadres et de l'Insee, le rapport ajoute : « Etre une femme, avoir

moins de 30 ans, être employée, dans le commerce de détail ou dans le textile-habillement, travailler dans une entreprise de moins de 50 salariés, qui n'a pas de comité d'entreprise et ne distribue pas d'épargne salariale, constituent autant de facteurs aggravants, qui assurent, presque mécaniquement, un salaire moindre »***. Resserons le cercle. L'institut Kervégan note que « Les hommes politiques locaux, surtout les élus, sont désormais présentés fréquemment s'occupant d'un enfant ou accomplissant une tâche ménagère ». Ah bon ? Vous avez souvent vu Ayrault faire le repassage ? Mais l'article est titré « rêvons un peu ». Promis, s'il est nommé à Matignon, il fera des séances repassage, pour la presse.

Simon Debeauvo

* Tribune libre n° 9, novembre 2006
** Jacques Delors, président du CERC, le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, a remis ce rapport au premier ministre le 17 novembre 2006
*** Le Monde, le 13 décembre 2006

Oui mais non-dit Cachez ce ça

Le think-tank à la nantaise a des doutes. Un membre du club Kervégan exprime son désarroi : « Je persiste à trouver le sujet "femmes" assez énigmatique ». Ce dénommé VB a trouvé la raison : « Le rapport hommes-femmes tourne autour d'un non-dit, la question de la séduction », jugée « thème difficile ». Et le non-dit demeure dans toute sa contribution, au point de deviner qu'à la place de « séduction », le bon monsieur de la bonne société pensante pense en fait cul. Mais ça ne se dit pas. Il tourne autour du pot : « Il s'agit souvent d'éviter de parler de "ça" (...) On évite souvent de parler de "ça" parce qu'on ne veut pas être catalogué comme un individu qui ne pense qu'à "ça". Et pourtant ». No means no, disait d'un vieux slogan féministe. Au club Kervégan, on est encore mieux : quand c'est non-dit, c'est non-dit.

Zénifait ni à faire

Les handicapés roulés sur la réserve

Au Zénith, c'est grand. Le tout venant a la place. Le tout roulant, sous toutes réserves.

Le Zénith a réinventé la course à handicap. Bénévole de l'association des paralysés de France, Jean-Pierre Blain a été invité à l'inauguration. À mi-hauteur des gradins, il y découvre les 32 places prévues pour les fauteuils roulants et leurs accompagnateurs. Six autres sont prévues dans la fosse, mais avec quelqu'un debout devant, faut des périscoopes. « Je ne sais pas si j'y verrais un spectacle un jour, dit-il. En fauteuil roulant, on peut y accéder, c'est pas génial, mais possible. C'est plus difficile pour aller aux toilettes, derrière les portes coupe-feu. Mais impossible de réserver à la billetterie : les offices de réservation et la billetterie électronique (fnac.com ou ticket.net.fr) ne sont pas capables de gérer l'attribution des places prévues pour les personnes à mobilité réduite. » Sous-traitant la gestion des places, le Zénith ne peut assurer que le billet vendu donnera accès aux places réservées.

Si plus de 32 personnes veulent tenir, où on les case ? L'administration du Zénith a dû sentir le coup venir et a tenté de filer la patate chaude aux associations d'handicapés, leur proposant de gérer elles-mêmes, directement, la billetterie dédiée. Ces associations ont refusé tout net : « Pas notre boulot ». D'autant qu'elles revendiquent que le système commun leur soit appliqué comme au tout venant des valides. « Au 13e Zénith de France, on aurait pu croire que tout était accordé, poursuit Jean-Pierre Blain. Il n'y a qu'un seul tarif mais on ne sait pas si c'est le plus cher, le moins onéreux ou le médian. Mais ce n'est peut-être pas très grave : 50 % des personnes en situation de handicap ont des ressources en dessous du seuil de pauvreté ! ». Au Zénith, elles pourront toujours rester sur le seuil. Paraît qu'on entend tout, depuis le parking. Mais si c'est pas le bon soir, les tickets ne sont plus valides.

Mille millions de mille bobards !

Tri à bord, toutes !

Fainéants de tous les pays, unissez-vous. Parce que dans la navale, on s'essaie au "Récuser local, embaucher global".

Scandinave depuis juin dernier, le chantier naval nazairien découvre la culture viking. Aker Yards pavoise, prévoit un chiffre d'affaires triplé d'ici 2009, et plus de 2 600 emplois à la clé. Le tout assorti d'un plan de rigueur qui doit gagner en trois ans quelque 100 millions d'euros, dont 60 à Saint-Nazaire. En septembre, Jacques Hardelay, le nouveau dirlo du chantier, affirme : « Les intérimaires ne veulent pas être embauchés ». Fainéants ! En novembre, il ajoute que les 250 embauches lancées au printemps n'ont pas trouvé preneurs, ne signant, faute de candidats, que 25 CDI et 36 contrats de professionnalisation (qui devront se débrouiller avec 600 euros par mois pendant un an). La CGT connaît pourtant des intérimaires qui ont postulé et ont été refusés. Lutte Ouvrière ajoute que sur 1850 candidatures, la sélection n'a retenu que 180 profils, « dernier carré d'ouvriers qualifiés, expérimentés, et souvent intérimaires depuis des

lustres aux Chantiers », mais que les recruteurs ont écrémé sévère, avançant des manques de motivation ou des problèmes de santé notamment « surdités », ou « mauvaise hygiène alimentaire ». Il faut vite lancer une opération « brosses à dents pour l'emploi » ! Tout ce ramdam donne l'impression qu'on prépare le terrain : le bassin d'emploi ne suffirait pas, il faut donc de la main d'œuvre étrangère. Épinglé, contourné, bafoué, le code du travail, qui a déjà été bien malmené, n'a qu'à se faire oublier. À la fin du Queen Mary, quand 2500 salariés ont été virés, les pouvoirs publics ont monté Cap compétences, un plan de formation en attendant la relance. La plaisanterie aura coûté 27,1 millions d'euros. Et maintenant on ne trouverait personne, à part quelques réfractaires au boulot. Leur faudrait une bonne guérite.

Fernand Peutoulier

* Presse-Océan, le 11 septembre 2006

Qui ont œuvré à ce numéro : Fred Crayon, Pich, Quentin Faucompré, Guillaume èS, Hélène Asche, Ali Bobo, Mauresque, Nicolas de La Casinière. Mise en page : L. Gikel. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911- N° CPPAP : 0211 G 88321. Dépôt légal à parution. Édité à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG 13 rue Antoine Lavoisier 44980 Ste-Luce pour : La Luttre à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes. Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur <lalettrealulu.com>.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, publiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
.....
.....
.....

Chèque à l'ordre de
La Luttre à Leuleu,
11 rue des Olivettes
44000 Nantes